



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 20 mars 2009 (26.03)
(OR. en)**

5388/1/08 REV 1

COPEN 6

NOTE RÉVISÉE

de:	la délégation néerlandaise
aux:	délégations
Objet:	Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires - notification

Conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2005/214/JAI du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires, les Pays-Bas font savoir par la présente que le Parquet du district de Leeuwarden est l'autorité compétente en ce qui concerne:

- la reconnaissance et l'exécution d'une sanction pécuniaire imposée dans un autre État membre de l'Union européenne;
- la transmission à un autre État membre de l'Union européenne d'une décision imposant une sanction pécuniaire aux Pays-Bas en vue de l'exécution de cette sanction dans ledit État membre.

Les Pays-Bas précisent également que l'autorité compétente pour la transmission et la réception administratives des décisions conformément à la décision-cadre concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires est la suivante:

Centraal Justitiele Incassobureau

Europese geldelijke sancties

P.O. Box 185

8900 AD Leeuwarden

Tél.: +31 (0) 58 2533700

Courrier électronique: centralauthority@cjib.minjus.nl

Aux fins de l'article 16, paragraphe 1, de la décision-cadre, les Pays-Bas déclarent que, outre les certificats établis en néerlandais ou en anglais, les certificats établis dans une autre langue officielle de l'Union européenne seront acceptés à condition d'être accompagnés d'une traduction anglaise.
